

Formation du gouvernement bruxellois: les scénarios pour sortir de l'impasse

L'Echo – Pauline Deglume -06 septembre 2024

Extraits. Article complet pour les lecteurs inscrits gratuitement à L'Echo.

<https://www.lecho.be/dossiers/formation-gouvernements/formation-du-gouvernement-bruxellois-les-scenarios-pour-sortir-de-l-impasse/10563144.html>

Faute de majorité côté néerlandophone, la Région bruxelloise n'a toujours pas de nouveau gouvernement. Voici les alliances encore possibles pour sortir de la crise.

Il faudra probablement encore un peu de temps avant que l'atmosphère se réchauffe entre les deux coformateurs bruxellois, David Leisterh (MR) et Elke Van den Brandt (Groen) qui se sont vus vendredi, sans que les éléments de la rencontre ne filtrent. La décision du premier de reporter le jalon 2025 de la low emission zone (LEZ) en passant directement par le Parlement, en l'absence d'un gouvernement d'un accord de majorité, est toujours qualifiée de "**rupture de confiance**" par l'écologiste.

Jeudi, la coformatrice estimait que la question n'était pour l'heure même plus de savoir quelle majorité elle doit former, mais de savoir comment les autres partis gouverneront avec Groen. "David Leisterh doit donc donner un signal clair pour rétablir la confiance. **Nous voulons maintenant des garanties en acier pour un gouvernement qui prend au sérieux les questions écologiques fondamentales telles que le climat et la mobilité.** Les Bruxellois le méritent."

Alors que les négociations bruxelloises sont à l'arrêt, faisons le point sur les différents scénarios entre lesquels il faudra bien finir par trancher un jour.

L'impasse CD&V

Explorée avec beaucoup d'insistance, la piste consistant à convaincre le CD&V de soutenir la coalition en place (Groen, Open Vld, Vooruit) a vécu. Cela fait des mois que le leader des chrétiens-démocrates à Bruxelles, Benjamin Dalle, répète qu'il ne soutiendra pas la majorité sortante dont il juge le bilan ultra-négatif. **En outre, il n'existe pas de poste de secrétariat d'État pour un quatrième parti.**

Les nationalistes flamands ont perdu des plumes dans la capitale le 9 juin dernier, passant de trois à deux sièges.

La coformatrice Elke Van den Brandt s'est longtemps entêtée dans ce scénario qui permettait d'éviter les exclusives des uns et des autres et de repartir avec ses partenaires actuels. **Cette option avait l'avantage de la stabilité et de la cohérence**

puisque'en dehors des écologistes, on retrouve tous les partis frères du côté francophone, soit le MR, le PS et Les Engagés. Le CD&V restera-t-il inflexible sur sa non-participation au gouvernement bruxellois? Pas forcément si c'est dans une autre configuration, avec la N-VA par exemple.

Avec la N-VA

Les nationalistes flamands ont perdu des plumes dans la capitale le 9 juin dernier, passant de trois à deux sièges. Et pourtant, une participation au pouvoir n'est pas exclue pour la formation politique de Bart De Wever. Mais c'est délicat. **Soit la N-VA rejoint la coalition existante et Vooruit devient le dernier parti de cette quadripartite.** Mais les socialistes néerlandophones qui ont obtenu le même nombre de sièges que l'Open Vld et la N-VA n'accepteront pas d'être en majorité sans obtenir de poste exécutif.

La N-VA pourrait remplacer un parti de droite, l'Open Vld, et convaincre le CD&V de rejoindre l'attelage. On aurait alors autour de Groen une coalition miroir de l'alliance "Rocket" en Flandre. Mais cette option est loin d'être privilégiée par les écologistes qui se retrouveraient encore plus isolés dans leur propre majorité. Groen a beau avoir remporté les élections, sa victoire est douce-amère puisque ses partenaires imposés par les urnes ne partagent pas ses priorités. **L'alliance avec la N-VA pourrait être très mal vécue en interne et le risque que la députée Celia Groothedde quitte Groen, faisant perdre au parti son leadership actuel, est invoqué.**

Autre inquiétude: gouverner avec Fouad Ahidar revient à lui fournir des moyens et une crédibilité.

La piste Ahidar

Si Groen ne parvient pas à s'allier avec la N-VA, Elke Van den Brandt devrait en principe ouvrir la porte à Fouad Ahidar, l'ex-député Vooruit ayant décroché trois sièges en juin dans le collège néerlandophone. **Or depuis le départ, cette solution se heurte à une série de véto: celui de l'Open-Vld, de Vooruit et un tir de barrage des Engagés.** En cause: une campagne axée sur des thèmes identitaires. [L'écologiste commencerait elle-même à s'en méfier davantage depuis le débauchage de l'une de ses candidates, Ange-Raïssa Uzaniga, par Fouad Ahidar.](#)

Ce scénario présente certes l'avantage d'offrir une majorité à trois partis au lieu de quatre. Mais avec seulement neuf sièges, celle-ci serait très juste. Et les autres partis craignent une explosion en vol de cette formation émergente. Comment réagiront ces élus inexpérimentés lorsqu'il s'agira de nouer des compromis? **Autre inquiétude: gouverner avec Fouad Ahidar revient à lui fournir des moyens et une crédibilité. Avec le risque qu'il soit premier dans le collège néerlandophone en 2029.**

Groen dehors ?

Et si au bout du compte, Groen décidait de jeter l'éponge, estimant n'avoir rien à gagner à monter dans un gouvernement aussi éclaté, sans alliés suffisants pour exécuter une partie de son programme? Sur un plan arithmétique, une alliance entre Fouad Ahidar, la N-VA, l'Open Vld et Vooruit est possible. **Mais c'est court et complètement aberrant sur le plan idéologique tant les positions de la N-VA et de Fouad Ahidar se trouvent aux antipodes.** Soyons de bons comptes: cette piste qui contournerait le parti gagnant des élections n'en est pas vraiment une.

Aile minoritaire

Alors que le MR, le PS et les Engagés détiennent à eux seuls une majorité au Parlement bruxellois, l'idée d'un gouvernement minoritaire du côté néerlandophone comme solution au blocage actuel fait progressivement son chemin chez les francophones. **Mais c'est pour l'heure toujours un tabou chez les néerlandophones.**

Sur le plan pratique, cette solution ne serait pas miraculeuse puisque **la double majorité est notamment requise pour les compétences de la Cocom, la tutelle sur les pouvoirs locaux, la modification du règlement du Parlement et les ordonnances conjointes.** "Même si dans la plupart des cas, cette double majorité peut être contournée moyennant certaines règles", précise le doctorant en droit constitutionnel à l'UCLouvain, Guillaume Delvaux. Par exemple, un second vote après 30 jours où il faut alors une majorité absolue et 1/3 des voix dans chaque groupe linguistique est une possibilité pour les matières Cocom.

Mais cette solution "bricolage" se heurte à un obstacle de taille puisque **l'installation du gouvernement requiert une majorité dans les deux groupes linguistiques lors du vote de confiance.** Et l'on voit mal pourquoi l'opposition accepterait d'accorder sa confiance à une aile minoritaire.